

Art. 6. In artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in artikel 6, § 1, 1^o" vervangen door de woorden "in artikel L2212-56, § 1, vierde lid, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie".

Art. 7. De bijlage van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Bijlage 1.

Algemene criteria	Ontwikkeling		Weging
1. Uitvoering van het basisberoep	Teammanagement Het beheer van de organen De wettelijke opdrachten Het economische en budgettair beheer	Planning en organisatie Leiding en stimulering Uitvoering van de taken binnen de opgelegde termijnen Evaluatie van het personeel	50
Pedagogie en begeleiding			
2. Het halen van de operationele doelstellingen	Stand van vordering van de doelstellingen, initiatieven, verwezenlijking, uitgevoerde methodes om de doelstellingen te bereiken		30
3. Uitvoering van de individuele doelstellingen	Initiatieven Persoonlijke investering Verwerving van vaardigheden Relationele aspecten		20

BIJLAGE 2

Algemene criteria	Ontwikkelingen	Weging
1. Uitvoering van het basisberoep (wettelijke opdrachten)	1. Boekhoudkundig beheer 2. Wettigheidscontrole 3. budgettair en financieel advies 4. Lid van het Directiecomité 5. Teammanagement	50 %
2. Uitvoering van de operationele doelstellingen (O.D.)	A. Stand van vordering van de doelstellingen B. Initiatieven, verwezenlijking, uitgevoerde methodes om de doelstellingen te bereiken	30 %
3. Uitvoering van de individuele doelstellingen (I.D.)	A. Initiatieven B. Persoonlijke investering C. Verwerving van vaardigheden D. Relationele aspecten	20 %

".

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201311]

24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon du modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général et directeur financier provinciaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L2212-56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 3, remplacés par le décret du 18 avril 2013, et § 3, et L2212-63, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}, remplacés par le décret du 18 avril 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général et directeur financier provinciaux;

Vu le protocole de négociation du 13 juillet 2018 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 3 août 2018;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n°64.820/4 du Conseil d'État, donné le 18 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général et de directeur financier provinciaux, les mots « de mobilité » sont insérés entre les mots « de nomination » et « et de promotion ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le jury visé au paragraphe 1^{er}, 3°, est composé de :

1° deux experts désignés par le collège;

2° un enseignant d'une université ou d'une école supérieure désigné par le collège;

3° un directeur général ou un directeur financier en charge ou honoraire désigné selon qu'il s'agit du recrutement de l'une ou l'autre fonction. »;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le collège propose au conseil un candidat stagiaire. Le rapport du jury est motivé et contient les résultats de l'ensemble des épreuves. Lorsqu'un ou plusieurs candidats sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, celle-ci est éliminatoire pour les candidats qui n'en sont pas dispensés. ».

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le règlement prévoit les diplômes requis pour le recrutement aux fonctions de directeur général ou de directeur financier qui sont au minimum titulaires d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre I^{er}/1 intitulé « De la mobilité », comportant les articles 5 et 6 existants.

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, le directeur général et le directeur financier d'une province, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à un emploi du même titre dans une autre province.

Le candidat ne peut être dispensé de l'épreuve prévue à l'article 3, § 2, 2°, du présent arrêté. ».

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. A son entrée en fonction, le directeur général ou financier est soumis à une période de stage d'un an.

En cas de force majeure, le conseil provincial peut prolonger la durée du stage. ».

Art. 7. Dans l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction » sont remplacés par les mots « disposant d'un minimum de trois années d'ancienneté dans la fonction »;

2° il est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les années de prestations en qualité de directeur faisant fonction sont prises en compte pour la détermination de l'ancienneté. ».

Art. 8. Dans l'article 10, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A l'issue de la période de stage, la commission procède à l'évaluation du directeur général et du directeur financier, et établit un rapport motivé dans lequel elle conclut à l'aptitude ou non du directeur concerné, à exercer la fonction. Un membre du collège provincial est associé à l'élaboration du rapport.

Dans le mois qui suit la date de fin du stage, le rapport est transmis au conseil provincial. A défaut de rapport dans ledit délai, le collège provincial enjoint à la commission de fournir ce rapport au conseil provincial dans un délai de quinze jours.

Dans le mois de la transmission du rapport, le collège provincial l'inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil provincial. Si, à l'échéance du délai supplémentaire visé à l'alinéa 3, le rapport fait toujours défaut, le collège prend acte de l'absence de rapport et inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil provincial la nomination ou le licenciement du directeur.

En cas de rapport de la commission concluant au licenciement ou de proposition de licenciement, le collège en informe le directeur stagiaire au moins quinze jours avant la séance du conseil. Le directeur stagiaire, s'il le souhaite, est entendu par le conseil.

Le conseil provincial prononce la nomination ou le licenciement du directeur stagiaire dans les trois mois qui suivent la date de fin du stage. Le dépassement de ce délai ne fait pas obstacle ni à un licenciement, ni à une nomination. »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « alinéa 3 » sont supprimés.

Art. 9. L'article 11 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Les procédures de recrutement initiées avant l'entrée en vigueur des présentes modifications sont régies par les dispositions qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception de l'article 8 du présent arrêté, lequel entre en vigueur à la date visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 11. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201311]

24 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden voor de betrekkingen van provinciaal directeur-generaal en financieel directeur

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de artikelen L2212-56, § 1, eerste lid, en § 3, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, en § 3, en L2212-63, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, vervangen bij het decreet van 18 april 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de betrekkingen van provinciaal directeur-generaal en financieel directeur;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 13 juli 2018 van het Waals Comité C van de plaatselijke en provinciale openbare diensten;

Gelet op het advies van de "Association des provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse provincies), gegeven op 3 augustus 2018;

Gelet op het verslag van 13 juni 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr.64.820/4 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de betrekkingen van provinciaal directeur-generaal en financieel directeur, worden de woorden "de mobiliteit" ingevoegd tussen de woorden "de benoeming" en de woorden "de bevordering".

Art. 2. In artikel 3, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

" § 3. De jury bedoeld in paragraaf 1, 3^o, is samengesteld uit:

1^o twee deskundigen aangewezen door het College;

2^o een leerkracht van een universiteit of hogeschool, aangewezen door het College;

3^o een belaste of honoraire directeur-generaal of financieel directeur aangewezen naargelang het gaat om een aanwerving in de ene of de andere functie.

2^o paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt :

" § 4. Op basis van het rapport opgesteld door de jury en na eventueel de laureaten te hebben gehoord, stelt het College een kandidaat-stagiair aan de Raad voor. Het rapport van de jury is gemotiveerd en bevat de resultaten van alle proeven. Wanneer een of meer kandidaten vrijgesteld zijn van het examen bedoeld in artikel 3, § 2, 1^o, is de proef uitschakelend voor kandidaten die er niet van zijn vrijgesteld. "

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 4. Het reglement voorziet in de vereiste diploma's voor de aanwerving in de functies van directeur-generaal of financieel directeur die minstens houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot een betrekking van niveau A. "

Art. 4. In hetzelfde besluit, wordt een hoofdstuk I/1 ingevoegd, met als opschrift "Mobiliteit", dat de bestaande artikelen 5 en 6 omvat.

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 5. De vastbenoemde provinciaal directeur-generaal en de financieel directeur, wanneer hij zich kandidaat stelt voor een functie met dezelfde titel in een andere provincie, zijn vrijgesteld van de test bedoeld in artikel 3, § 2, 1^o; De kandidaat kan niet worden vrijgesteld van de test bedoeld in artikel 3, § 2, 2^o, van dit besluit. "

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 8. Bij hun indiensttreding, wordt de directeur-generaal of de financieel directeur aan een stageperiode van één jaar onderworpen.

In geval van overmacht, kan de provincieraad de duur van de stage verlengen. "

Art. 7. In artikel 9, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid, worden de woorden "die over een anciënniteit van minstens tien jaar in de functie beschikken" vervangen door de woorden "die over een anciënniteit van minstens drie jaar in de functie beschikken";

2^o het wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Voor de bepaling van de anciënniteit wordt rekening gehouden met de dienstjaren als waarnemend directeur. "

Art. 8. In artikel 10, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

" § 1. Na afloop van de stageperiode, gaat de commissie over tot de evaluatie van de directeur-generaal en van de financieel directeur, en stelt een gemotiveerd rapport op waarin zij besluit tot de (on)geschiktheid van de betrokken directeur om de functie uit te oefenen. Een lid van het Provinciecollege wordt betrokken bij de uitwerking van het rapport.

Binnen de maand die volgt op de einddatum van de stage, wordt het rapport toegezonden aan de provincieraad. Bij gebrek aan rapport binnen deze termijn, gelast het provinciecollege de commissie dit rapport binnen een termijn van vijftien dagen aan de provincieraad te bezorgen.

Binnen een maand na de toezending van het rapport, neemt het provinciecollege het op de agenda van de volgende provincieraad op. Indien, na afloop van de bijkomende termijn bedoeld in het derde lid, het rapport steeds ontbreekt, neemt het college akte van het ontbreken van een rapport en neemt de benoeming of het ontslag van de directeur op de agenda van de volgende provincieraad op.

In geval van een rapport van de commissie waarin wordt besloten tot het ontslag of tot een voorstel tot ontslag, brengt het college de directeur-stagiair op de hoogte daarvan minstens vijftien dagen vóór de vergadering van raad. Als hij het wenst, kan de directeur-stagiair worden gehoord door de raad.

De provincieraad benoemt of ontslaat de directeur-stagiair binnen drie maanden na afloop van de stage. De overschrijding van deze termijn vormt geen beletsel voor ontslag of benoeming.”;

2° in paragraaf 2, vervallen de woorden “derde lid”.

Art. 9. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De aanwervingsprocedures die vóór de inwerkingtreding van deze wijzigingen zijn ingeleid, worden beheerst door de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van artikel 8 van dit besluit, dat in werking treedt op de in het eerste lid 1 bedoelde datum.

Art. 11. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201309]

24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 18 avril 2013, L1124-16, remplacé par le décret du 18 avril 2013 et modifié par le décret du 19 juillet 2018 et L1124-22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 2, remplacés par le décret du 18 avril 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation du 13 juillet 2018 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 11 septembre 2018;

Vu l'avis n° 64.818/4 du Conseil d'État, donné le 18 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de mobilité » sont insérés entre les mots « de nomination » et « et de promotion »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le projet de délibération concerne la création d'un emploi de directeur général adjoint, le collège ou le conseil sollicite l'avis du directeur général au moins 10 jours avant l'envoi de la convocation pour la réunion de concertation syndicale telle que définie par les chapitres III et IIIbis de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. L'avis du directeur général est joint à la convocation. ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le jury visé au paragraphe 1^{er}, 3°, est composé de :

1° deux experts désignés par le collège;

2° un enseignant d'une université ou d'une école supérieure, désigné par le collège;

3° deux représentants désignés par la fédération concernée par l'examen et disposant de trois années d'ancienneté dans la fonction. Les années de prestations en qualité de faisant fonction sont prises en compte pour la détermination de l'ancienneté. »;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

“ § 4. Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le collège propose au conseil un candidat stagiaire. Le rapport du jury est motivé et contient les résultats de l'ensemble des épreuves. Lorsqu'un ou plusieurs candidats sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, celle-ci est éliminatoire pour les candidats qui n'en sont pas dispensés. ”.

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le règlement prévoit les diplômes requis pour le recrutement aux fonctions de directeurs qui sont au minimum titulaires d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre I^{er}/1 intitulé « De la mobilité », comportant les articles 5 et 6 existants.

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1° :

- le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier d'une commune, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à un emploi du même titre dans une commune ou un centre public d'action sociale;